

Mettre fin au paradoxe de l'innovation et voir en quoi l'AIEA peut aider

Séance de questions-réponses avec l'économiste en chef du pôle d'expertise pour la croissance équitable de la Banque mondiale

By Aleksandra Peeva



Si les nouvelles technologies peuvent stimuler le développement d'un pays, une étude menée en 2017 par la Banque mondiale laisse entendre cependant que de nombreux pays en développement investissent relativement peu pour réaliser ce potentiel technologique.

Pourquoi ?

Pour le savoir, nous avons interrogé William F. Maloney, économiste en chef du pôle d'expertise « Croissance équitable, finance et institutions » du Groupe de la Banque mondiale et co-auteur de l'ouvrage The Innovation Paradox : Developing-Country Capabilities and the Unrealized Promise of Technological Catch-Up. M. Maloney nous a fait part de son point de vue sur ce paradoxe de l'innovation et sur ce que peut faire l'AIEA pour aider les pays à optimiser leur potentiel technologique.

Q : D'après les résultats de votre récente étude, les pays en développement laissent échapper de formidables occasions en n'investissant pas suffisamment dans la recherche-développement (R-D). D'après vous, comment est-ce possible et comment faire évoluer la situation ?

R : On pense souvent à tort que l'innovation consiste en un flot d'idées brillantes, mais en réalité c'est une accumulation de connaissances. Il est également important de préciser que les technologies les plus récentes ne sont pas les seules technologies dont les pays en développement peuvent profiter : des technologies existantes, qui ont déjà fait leurs preuves, comme certaines techniques nucléaires, peuvent leur être extrêmement bénéfiques, et ils doivent les expérimenter.

Néanmoins, plusieurs facteurs peuvent empêcher les pays et les entreprises d'engranger les bénéfices que, d'après nous, ils pourraient récolter en investissant dans la technologie. Dans l'étude sur le paradoxe de l'innovation, nous avançons deux explications au fait que la technologie n'est pas plus souvent adoptée.

La première est l'absence des facteurs de production complémentaires qui sont nécessaires à l'innovation. Il s'agit notamment de l'accès à du personnel qualifié, aux appareils nécessaires, à des financements ou, et nous insistons en particulier sur ce point, à des compétences en matière d'encadrement. Ces dernières sont vitales puisque des responsables incapables d'organiser leur service ou de mettre au point un plan de croissance à long terme sont aussi souvent incapables de choisir et d'utiliser de nouvelles technologies ou d'entreprendre des activités de R-D.

La deuxième est l'information. Les individus, les gouvernements et les entreprises ne connaissent pas ce qu'ils ne savent pas. L'une des ressources principales auxquelles les entreprises n'ont généralement pas recours sont les programmes d'amélioration des compétences

en matière d'encadrement qui permettent à un expert extérieur d'analyser leur performance et de proposer un plan d'amélioration. Il a été démontré que ces programmes ont des effets déterminants sur la productivité et l'innovation. Une des raisons de cette attitude est que souvent les entreprises surestiment largement la qualité de leur gestion et leurs capacités technologiques par rapport aux meilleures d'entre elles et, par conséquent, elles n'ont pas idée des améliorations qui peuvent être apportées.

Q : D'après vos recherches, les gouvernements et le secteur privé des pays en développement doivent travailler en tandem pour mener à bien les initiatives axées sur la R-D. Quel rôle peuvent jouer des organisations internationales comme la Banque mondiale et l'AIEA ?

R : Plus on s'éloigne de la frontière technologique, plus les problèmes se compliquent ; souvent, les pays en développement souffrent à la fois de la faiblesse de leur système d'enseignement et d'un mauvais fonctionnement de leurs marchés financiers, d'un climat des affaires médiocre et souvent aussi de l'impéritie de leurs gouvernements. Autant dire que nombre d'entre eux risquent de se retrouver piégés et de ne pas avoir les capacités de résoudre les problèmes qu'ils doivent résoudre afin d'adopter des technologies et d'en tirer profit pour se développer.

Il est fréquent que l'on exporte des modèles économiques des pays avancés vers les pays en développement. Cependant, en général, ces modèles économiques ne fonctionnent pas, parce que les contraintes des seconds ne sont pas les mêmes que celles des premiers et que les mesures incitatives qui y sont proposées sont conçues pour des situations différentes. Par exemple, le taux d'innovation de pays avancés peut être faible en raison de problèmes ordinaires comme l'incapacité des entreprises à recueillir tous les fruits de leurs travaux d'innovation. Donc on s'appuie essentiellement sur les systèmes de brevets, les instituts de recherche publics, les déductions fiscales ou les subventions pour la R-D.

Néanmoins, les pays en développement n'ont peut-être pas forcément des entreprises capables de mener un projet de R-D ou n'ont pas les ressources humaines pour s'en charger, ce qui signifie que les politiques doivent d'abord s'intéresser à ces questions.

Les organisations internationales, comme la Banque mondiale et l'AIEA, peuvent aider à consolider les gouvernements, à déterminer les principaux obstacles à l'innovation et à l'adoption de technologies et à mettre en place des politiques adéquates destinées à atténuer ces problèmes. À terme, cela permettra de doter les pays en développement de structures d'innovation plus élaborées.

Q : L'AIEA n'est pas un organisme donateur ; nos compétences consistent à transférer aux États Membres - en particulier aux pays en développement - des connaissances et des technologies qui sont essentielles pour un développement durable sur le long terme. Dans ce contexte, comment peut-elle aider au mieux les pays à mettre fin au paradoxe de l'innovation ?

R : Le transfert de technologies est un élément clé de la croissance, et pour le faciliter il faudra aborder les questions que j'ai évoquées – communication d'informations et renforcement des capacités. La question n'est jamais de se contenter de fournir un appareil, mais plutôt d'assurer la présence de facteurs complémentaires, comme un capital humain très bien formé. L'AIEA dispose du savoir-faire technique et de scientifiques qui ont le profil adéquat lui permettant d'enseigner comment saisir les occasions favorables à des transferts de technologies et mettre en place les capacités nécessaires à cette fin. C'est vital pour de nombreux pays en développement au capital humain faible, parce que s'ils n'ont pas des ingénieurs et des scientifiques capables de déterminer les opportunités et les modalités d'application d'une technologie, il n'y aura pas de transfert d'idées, même si le climat économique est relativement porteur.

L'établissement de contacts avec des institutions à l'extérieur des pays peut fluidifier la circulation de l'information et sensibiliser ceux-ci aux technologies existantes. C'est là un autre domaine essentiel dans lequel l'AIEA peut apporter une aide aux gouvernements.